

Fermée par Honeywell, l'usine bretonne de fabrication de masques en phase de relance

La région Bretagne, le Conseil départemental des Côtes d'Armor, et d'autres partenaires, engagent un projet de relance de l'usine de fabrication de masques de protection à Plaintel, une usine fermée en 2018 par Honeywell, qui a délocalisé la production en Tunisie.



L'usine de Plaintel, en septembre 2005, année où son propriétaire d'alors avait investi pour répondre à la forte demande de l'Etat en masques. (Fred DUFOUR/AFP)

Par **Stanislas du Guerny**

Publié le 10 avr. 2020 à 15h46 | Mis à jour le 10 avr. 2020 à 15h47

L'information fait tache aujourd'hui. En 2018, le groupe Honeywell a fermé son usine de fabrication de masques située à Plaintel (Côtes d'Armor) pour transférer ses productions à l'étranger, en Tunisie notamment. Le site n'employait plus qu'une quarantaine de collaborateurs, contre 300 en 2010.

Face à la pénurie de masques de protection, l'Union syndicale Solidaires des Côtes d'Armor a interpellé la région Bretagne et le conseil départemental pour relancer la production, qui a atteint jusqu'à 200 millions de pièces par an.

Pour explorer toutes les pistes, Loïg Chesnais-Girard, le président du Conseil régional de Bretagne, a missionné Guy Hascoët, ancien secrétaire d'Etat à l'Economie solidaire du gouvernement Jospin. Egalement ex-conseiller régional, il est chargé de proposer une stratégie de redémarrage et évoque la création d'une SCIC, Société coopérative d'intérêt collectif. « *Des contacts ont été pris, afin qu'elle réunisse des communautés médicales, des collectivités, mais aussi des entreprises* », précise-t-il. Il cherche à évaluer l'ensemble des besoins en Bretagne si le port du masque devenait obligatoire.

L'organisation d'une éventuelle reprise est ardue, car en fermant l'usine de Plaintel, Honeywell, qui a racheté le site en 2010 au groupe Sperian, a fait découper à la tronçonneuse les 8 lignes de production. « *Elles étaient pourtant encore très modernes* », soutient Serge Le Quéau, du syndicat Solidaires.

Désengagement de l'Etat

En 2005, Sperian avait engagé près de 6 millions d'euros dans cette usine, suite à un accord passé avec le ministère de la Santé pour la fabrication annuelle de 160 millions de masques de protection de type FFP1 et FFP2. Pendant la crise du virus H1N1 de 2009, l'usine fonctionnait à plein régime. Mais, à partir de 2010, l'Etat s'est désengagé. L'usine a progressivement été réduite, avec pas moins de 5 plans sociaux, jusqu'à son arrêt total, il y a à peine deux ans.

Directeur de ce site industriel de 1991 à 2006, Jean-Jacques Fuan fait partie de ceux qui souhaitent relancer la production. « *J'ai pris contact avec d'anciens salariés, nous avons besoin de compétences pour ces types de masques homologués.* » Plus d'une dizaine de millions d'euros d'investissement devraient être nécessaires pour faire repartir la fabrication.

« *On peut réunir la somme* », estime le syndicaliste Serge Le Quéau. Il fait référence aux 750 milliards d'euros de liquidités débloquées par la Banque centrale européenne. Et pour ce qui concerne les locaux, « *de nombreux bâtiments sont inoccupés, notamment en partie ceux de Chaffoteaux et Maury, près de Saint-Brieuc* », ajoute-t-il.

Stanislas du Guerny (Correspondant à Rennes)